

International Review of Community Development

Revue internationale d'action communautaire



[Sans titre]

Guy Saëz

Numéro 4 (44), automne 1980

Logement et luttes urbaines

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035053ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035053ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Saëz, G. (1980). [Sans titre]. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (4), 147–148.
<https://doi.org/10.7202/1035053ar>

La France des années 60 et 70 a connu des luttes sociales qui ont modifié et la manière de « lutter » et la manière de discourir sur ces luttes. Celles dont l'objet a été la contestation de l'urbanisation et du mode de vie qu'elle entraînait ont plus que d'autres changé le visage du militantisme et introduit des ruptures dans la théorie. Voilà pour l'angle d'approche : on ne peut évoquer les « luttes urbaines » en France pour elles-mêmes, pas plus qu'au travers des ouvrages de sociologie qui en ont fait leur matière de thèse. On ne peut les évoquer que dans le même mouvement : théorie et pratique, luttes urbaines et sociologie urbaine.

Certaines de ces luttes urbaines sont passées à la célébrité, soit parce qu'elles étaient particulièrement dures ou particulièrement exemplaires, soit qu'elles faisaient avancer la réflexion sociologique d'un cran. Sous l'influence de H. Coing, H. Lefebvre, M. Castells, J. Lojkine, la sociologie urbaine a largement été une sociologie des conflits urbains. Des rapports complexes entre les luttes et le savoir il en sera question d'une manière plus ou moins claire, plus ou moins franche dans la plupart des articles qui suivent.

Mais nous abordons les années 80 et une multitude de signes nous avertissent que pour ce qui concerne notre thème quelque chose a changé. Tout d'abord la sociologie urbaine façon « 60-70 » se porte mal. Les organismes publics qui la finançaient lui refusent aujourd'hui les moyens de vivre. Ensuite, à tort ou à raison, il semble que les grands

débats théoriques à l'intérieur ou à l'extérieur du marxisme ont un peu lassé l'attention. Enfin la notion de luttes urbaines elle-même à éclaté ; les « luttes » se sont prodigieusement diversifiées et il serait bien téméraire d'énoncer un principe classificateur pour ranger les mouvements de participation, d'autogestion de l'habitat, les luttes écologiques, environnementalistes, la naissance d'un syndicalisme du cadre de vie.

« Luttes urbaines » : avec ou sans guillemets le terme convient mal dorénavant. Celui de « mobilisation », à la réflexion, ne convient guère mieux pour un pays qui sait ce que ce mot veut dire. Cette incertitude, cette espèce de doute sur ce que sont les mouvements de revendication ou de transformation de la ville est, après le rapport théorique/pratique, la seconde ligne de tension qui parcourt les contributions rassemblées ici.

En 1980, les revendications prennent une tournure plus qualitative. On sait maintenant que la société française peut procurer un logement à chacun. Le débat porte donc sur le type de logement qu'elle procure, le mode d'habiter qu'elle impose. La préoccupation du cadre de vie continue de susciter la création d'associations qui hésitent souvent entre une attitude plutôt participative ou plutôt revendicative. Les divers comités de résidents ou Unions de quartier inaugurent peut-être une nouvelle façon de gérer les villes.

Sans doute, ces associations sont héritières du bouillonnement des années 60 et 70. Mais elles

existent dans un cadre urbain qui s'est progressivement fixé, elles tentent justement de le faire exister, comme autre chose qu'un « cadre ». À moins que leur volonté de « réalisme » et de dialogue avec les pouvoirs publics soient les meilleurs moyens de ne pas sortir de ce cadre ?

Voilà ce qui, schématiquement, nous est apparu lorsque nous nous sommes attelés à la préparation de ce numéro. Du coup, élaborer une problématique qui aurait rendu compte de ce foisonnement, de cette diversité devenait une tâche bien artificielle. Nous avons agi en trois temps, avec précaution et en laissant le débat ouvert.

Il fallait tout d'abord faire le point sur ces luttes urbaines. C'est la tâche de Michel Wieviorka qui développe les quelques points que nous avons mentionnés plus haut. Autre « tour de la question », la contribution de J.P. Garnier débusque et dénonce avec vigueur les sous-entendus idéologiques présents dans bon nombre de ces luttes. Avec les articles de J. Ion, B. Roudet et de L. Nizard nous changeons volontairement de plan d'analyse puisqu'il s'agit concrètement de prendre la mesure

des mouvements de participation dans trois situations urbaines fort contrastées : St-Étienne, Meylan et un quartier de Nantes.

Enfin, il fallait revenir au début, à la source, c'est-à-dire aux groupes de luttes et écouter ce qu'ils ont à nous dire. Plusieurs des groupes sollicités ont choisi de ne rien nous envoyer. Un « article » n'est pas forcément pour eux, et dans la conjoncture particulière où ils se trouvent, la meilleure manière d'agir. Nous préférons quant à nous une parole prise sur le vif. Le Centre Creatur nous a fourni cette occasion en nous communiquant le texte d'une réunion tenue il y a quelques mois à l'Université Paris-Dauphine et qui associait des représentants des groupes populaires à quelques chercheurs.

Nous aurions aimé publier ce document tel quel car il se suffit à lui-même. Mais il était trop long — 140 pages ! Nous avons donc sélectionné avec plus ou moins de bonheur les discussions les plus significatives au cours desquelles des représentants de trois groupes exposent leurs pratiques, leurs objectifs, leurs doutes aussi et malgré leurs doutes, leur volonté de trouver des solutions nouvelles et de ne pas baisser les bras.

G. S.